

pour ainsi dire éliminées. Néanmoins, les Coréens sont clairement insatisfaits de l'augmentation rapide du coût de la vie. Cette prospérité naissante se reflète également négativement sur la création d'emplois, à un moment où la nécessité de contrôler les sources nationales d'inflation laisse sous-entendre l'imposition d'une politique économique restrictive. De plus, les augmentations du prix du pétrole empirent la situation, ce qui requiert une plus grande diversification énergétique. Et plus encore, les demandes d'une économie font également réaliser que, si l'on veut maintenir la performance économique, il faudra relâcher les contrôles gouvernementaux et compter davantage sur les mécanismes du marché. Certains planificateurs proposent une réforme radicale, pour ne pas dire la privatisation du système bancaire et financier afin de permettre au marché, et non aux édits gouvernementaux, de répartir efficacement les revenus d'investissement et de parvenir à la rationalisation industrielle nécessaire. On estime aussi que le fait d'éloigner les entreprises coréennes très endettées du financement étatisé et d'une gamme de décisions de réglementation constitue un moyen important d'inciter les entreprises à se prendre en main.

Le prix élevé de la nourriture laisse entrevoir la nécessité d'une réforme agraire et de la mécanisation agricole. La transition vers une société plus technologique demande aussi davantage de grands investissements dans les domaines de l'éducation et de la formation. La course à l'industrialisation a négligé l'apport de changements structuraux de base, changements que l'on considère indispensables, aujourd'hui, si la Corée veut continuer à progresser. Elle a aussi subi des transformations rapides, voire même traumatisantes, sur le plan social.

Depuis son élection, l'administration Chun a tenté de maintenir les poussées économiques générales de l'administration Park tout en modifiant trois de ses lacunes évidentes. En ce qui a trait à la politique générale, le nouveau gouvernement continue de maintenir la croissance par les exportations et l'économie de marché. Il essaie toutefois de renverser la tendance vers une répartition moins équitable des revenus que celle en place depuis 1975. Il tente également de rationaliser l'affectation des fonds gouvernementaux au développement économique en mettant fin à l'attribution "politique" de prêts et dons assortis de conditions de faveur. Bien qu'il continue à faire des heureux et des malheureux, le gouvernement attribue désormais les capitaux d'investissements à une plus grande gamme d'activités industrielles. Le troisième aspect de la politique de l'administration Chun porte sur la libéralisation de la structure financière et de l'industrie d'importation du pays ainsi que sur les efforts déployés pour exposer ces secteurs, comme leurs homologues industriels